

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 4 novembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 22  
Nombre de votants : 25  
Date de la convocation : 27 octobre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre novembre à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

**Présents :**

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Stéphane DELAGE (Le Gua)
Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Béatrice PRÉVOST (Le Gua)
M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac)
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac)
Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre)
M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)	M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus)	M. Joël PAPINEAU (Saint-Somin)

**Absents excusés :**

Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)  
M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)  
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

**Absents :**

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus)  
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

**Secrétaire de séance :** Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)

**ZAE Fief de Feusse II – Commune de Marennes-Hiers-Brouage -  
cession de la parcelle AY 136 à la SCI JEAN****Actions de  
développement  
économique**

Monsieur Joël PAPINEAU, Vice-président en charge du développement économique, expose :

L'entreprise JEAN Christophe, installée depuis 2011 à Saint-Just-Luzac, est spécialisée dans l'enduit de façades neuves et en rénovation. Elle génère un chiffre d'affaires annuel moyen de 235 000 € HT et est composée de son dirigeant et de quatre salariés. Dans le but de développer son activité et d'améliorer les conditions de travail de son équipe ainsi que l'accueil de ses clients, l'entreprise souhaite acquérir une parcelle de terrain.

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 420 m<sup>2</sup>, incluant des bureaux, des vestiaires, un espace de stockage, des rangements, ainsi qu'un auvent et des places de parking. L'architecture de ce bâtiment respectera le cahier des charges de la zone Fief de Feusse II.

L'investissement total du projet est estimé à 350 000 € HT, et sera porté par la SCI Jean, en cours de constitution. Le financement se répartira entre un apport de 30 000 € et un emprunt bancaire de 320 000 €.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Vu** l'avis favorable de la commission Développement économique du 6 octobre 2025 ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président,

**DÉCIDE**

- d'approuver la cession de la parcelle AY 136 d'une superficie de 1 036 m<sup>2</sup> au profit de l'EURL JEAN Christophe, ou de la SCI JEAN qui s'y substituerait pour l'acquisition en vue de l'exploitation par l'EURL JEAN Christophe, au prix de 45€ HT par m<sup>2</sup> ;
- d'autoriser le Président à signer le compromis de vente, ainsi que l'acte de vente définitif de la parcelle précitée, sous réserve que les conditions suspensives figurant dans le compromis soient levées ;
- de mandater une étude notariale pour la rédaction des actes et la réalisation des démarches subséquentes à cette transaction.

**ADOpte À L'UNANIMITÉ**

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Le Président



Le Secrétaire de séance

